

Cote du document:	<u>EB 2008/95/R.27/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 c) iv)</u>
Date:	<u>17 décembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République du Tadjikistan pour le

Projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Nigel Brett

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du don	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	4
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	5
III. Recommandation	5
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de don négocié	6
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

ANGGC	Agence nationale pour la gestion des terres, la géodésie et la cartographie
MSDSP	Programme d'appui au développement des régions de montagne
UCP	Unité de coordination du projet

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République du Tadjikistan pour le projet d'appui au moyen de subsistance dans la région du Khatlon, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Tajikistan

Khatlon Livelihoods Support and Land Management Project



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Tadjikistan

Projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon

Résumé du don

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Tadjikistan
Organisme d'exécution:	Agence nationale pour la gestion des terres, la géodésie et la cartographie (ANGGC)
Coût total du projet:	14,95 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	7,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,3 millions d'USD)
Cofinanceur:	Programme d'appui aux sociétés montagnardes
Montant du cofinancement:	0,26 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Dons
Contribution du pays bénéficiaire du don:	0,515 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,88 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de don à la République du Tadjikistan pour le projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La région du Khatlon est la plus pauvre du Tadjikistan. La faible productivité de la plupart des exploitations agricoles, la dégradation des sols, la pénurie d'intrants et de crédit, l'absence de systèmes d'irrigation, la méconnaissance des technologies améliorées et l'accès limité aux marchés sont autant de facteurs qui contribuent à cette situation. Le projet entend remédier à certains de ces problèmes en aidant les paysans à s'organiser et à utiliser de meilleures techniques de production, et en finançant la mise en place d'infrastructures productives répondant aux priorités de la population.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Tadjikistan un don d'un montant de 7,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,3 millions d'USD), pour contribuer au financement du projet d'appui aux moyens de subsistance dans la région du Khatlon.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Tadjikistan au titre du SAFP est de 12,4 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009). Le don proposé, qui s'élève à 12,3 millions d'USD, s'inscrit dans cette enveloppe.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Conformément au Cadre du FIDA pour la soutenabilité de la dette, le Tadjikistan est classé en catégorie rouge, c'est-à-dire parmi les pays qui reçoivent l'intégralité de leur allocation au titre du SAFP sous forme de dons. Le projet envisagé ne peut donc être une source d'endettement supplémentaire pour le pays.

Flux de fonds

5. Le don accordé par le FIDA sera déposé sur un compte bancaire libellé en dollars des États-Unis, dont la gestion sera confiée à l'unité de coordination du projet (UCP). Ce compte servira à alimenter en monnaie locale le compte d'exploitation du projet. Il est également prévu d'ouvrir dans chaque district un compte pour les sous-projets.

Modalités de supervision

6. Le don du FIDA sera supervisé et administré par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Plusieurs mesures sont prévues pour améliorer la gouvernance du projet. Les sous-projets devront être approuvés au niveau local, par les villageois eux-mêmes, et les décisions seront prises à la majorité absolue. L'UCP sera dotée d'un responsable des achats, et une assistance technique est également prévue dans ce domaine à l'intention des populations locales.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le principal groupe cible se composera des ménages pauvres et très pauvres vivant dans les cinq districts suivants de la région du Khatlon: Dangara, Temurmalik, Baldzhuvan, Muminobod et Shurobod. À l'intérieur de cette population, le projet mettra plus particulièrement l'accent sur trois groupes: i) les familles rurales très pauvres qui ne possèdent pas de terre ou qui peuvent à peine vivre de leur lopin individuel; ii) les paysans pratiquant une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance, en particulier ceux qui souhaiteraient passer à une production plus commerciale; et iii) les ruraux sans emploi, sous-employés ou travaillant à leur compte.

Méthode de ciblage

10. Le projet se situe dans une région où le taux de pauvreté rurale est le plus élevé du pays (78%) et il englobe environ 250 villages répartis dans cinq districts. Chaque village sera doté d'une organisation villageoise et d'un plan d'action. On estime que les organisations villageoises mises en place par le projet réuniront au total 18 750 ménages et compteront au moins 50% de femmes. Plusieurs méthodes de ciblage seront utilisées: i) le ciblage géographique, qui consistera par exemple à présélectionner les villages sur la base de certains critères clés; ii) le ciblage direct sur certains groupes, qui permettra par exemple de réserver aux femmes certains sous-projets; iii) l'autociblage, qui s'effectuera en fonction du niveau de revenu dans le cadre du processus de planification; et iv) le ciblage indirect au travers des sous-projets d'infrastructures productives qui stimuleront l'activité économique et l'emploi.

Participation

11. Les 250 organisations villageoises permettront de mobiliser les ménages pauvres et très pauvres et de les structurer en groupes d'intérêt commun sur la base des *Mohallas* (familles élargies), des moyens de subsistance ou du sexe. Il y aura environ trois groupes de cette nature au sein de chaque organisation villageoise, soit au total environ 750 groupes d'intérêt commun. Des méthodes participatives décentralisées seront adoptées pour faire en sorte que les membres du groupe cible participent à la planification, à l'exécution et au suivi des activités financées par le projet et bénéficient ainsi de ce dernier.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. L'objectif du projet en matière de développement est d'améliorer la situation de 18 750 ménages pauvres vivant dans les districts sélectionnés, en contribuant à accroître le rendement des petites exploitations (y compris des lopins individuels) dans toute la zone considérée. Trois composantes sont prévues à cet effet: i) renforcement des capacités institutionnelles; ii) amélioration de l'accès des paysans à la technologie et aux infrastructures productives; et iii) gestion efficace et efficiente du projet.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet comporte une dimension institutionnelle très importante puisqu'il vise à mobiliser et à fédérer progressivement 250 organisations villageoises, d'abord au niveau du *Jamoat* (administration locale autonome), puis au niveau du district. À terme, ces structures devraient être en mesure d'assurer la relève du projet dans de nombreux domaines.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, car il met l'accent comme celui-ci sur l'amélioration des moyens de subsistance des ruraux pauvres grâce à des mesures visant à renforcer leurs organisations et à leur donner accès à la technologie et aux ressources productives. Il s'inspire de l'exposé

des options et stratégies d'intervention pour les pays d'Asie centrale, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, la réforme agraire et le renforcement des organisations de base.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet proposé est inscrit dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale pour 2007-2009 (stratégie de réduction de la pauvreté pour 2007-2009, tableau récapitulatif des activités, page 77). Il fait également partie du programme d'investissement public adopté par le gouvernement pour la période 2007-2009 (tableau 3, page 70).

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Outre un grand nombre de réunions bilatérales entre les missions de conception du FIDA et les partenaires du développement basés à Dushanbe et dans la région du Khatlon, le projet a été examiné par le groupe de coordination des donateurs dans le pays, le 17 avril 2008, à Dushanbe. Comme il s'agit du premier projet financé par le FIDA au Tadjikistan, de gros efforts ont été faits pour tenir compte, dans sa conception, des enseignements tirés de l'expérience des projets de développement local en cours d'exécution dans le pays.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois composantes: i) appui institutionnel; ii) amélioration de la productivité et des rendements agricoles; iii) gestion du projet.

Catégories de dépenses

18. Six catégories de dépenses sont prévues: i) travaux de génie civil; ii) biens, équipements, matériels et véhicules; iii) assistance technique et études; iv) formation et ateliers; v) fonds de développement local; et vi) frais d'exploitation.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Ces partenaires sont les suivants: i) l'Agence nationale pour la gestion des terres, la géodésie et la cartographie (ANGGC); ii) le programme d'appui au développement des régions de montagne (MSDSP) mis au point par la Fondation Aga Khan; iii) l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); iv) les instituts nationaux de recherche agricole; v) les services d'exécution au niveau du district; et vi) les administrations locales au niveau du district et au niveau du *Jamoat*.

Responsabilités en matière d'exécution

20. L'ANGGC sera l'organe de pilotage du projet. C'est elle qui se chargera de la mise en place des organisations villageoises et de leurs conseils, et, conjointement avec la FAO, des activités de renforcement des capacités, avec l'aide de l'UCP et des bureaux du projet dans les districts. La FAO sera responsable des essais et démonstrations de validation au niveau des exploitations, en collaboration avec les instituts nationaux de recherche agricole participants et le personnel des services opérationnels au niveau du district, avec l'aide du MSDSP et des bureaux du projet dans les districts. La responsabilité du fonds de développement local incombera aux organisations villageoises/groupes d'intérêt commun, au MSDSP et au personnel des services opérationnels au niveau du district, aidés par l'UCP, les bureaux du projet dans les districts, les conseils des *Jamoat* et les entrepreneurs privés. La gestion du projet sera assurée conjointement par le comité directeur, l'UCP, les comités de développement et les bureaux du projet au niveau du district, les conseils des *Jamoat* ainsi que les organisations villageoises/groupes d'intérêt commun représentés par leurs conseils et associations.

Rôle de l'assistance technique

21. Une assistance technique sera fournie au travers de partenariats avec la FAO, pour l'accompagnement technique, et avec le MSDSP, pour l'accompagnement social.

Situation des principaux accords d'exécution

22. L'accord de don entre le Tadjikistan et le FIDA est le seul document requis pour la mise en œuvre du projet. Les deux autres documents nécessitant une signature sont les accords de partenariat avec la FAO et avec le MSDSP.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 14,95 millions d'USD sur une période de six ans. Il sera financé par le FIDA (82%), le Gouvernement du Tadjikistan (3%), les contributions des populations locales (13%) et le programme d'appui aux sociétés montagnardes (2%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. On estime que 18 750 ménages ruraux bénéficieront du projet. Les avantages attendus se répartissent en trois catégories: i) avantages au niveau de l'exploitation, tels que production accrue grâce à l'emploi de meilleures techniques; ii) avantages découlant des infrastructures de production; et iii) avantages dus au développement institutionnel.

Viabilité économique et financière

25. L'analyse financière met en évidence une augmentation significative des rendements bruts et nets dans chacun des modèles testés. Le taux de rendement du projet est estimé à 14,5%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Les connaissances émanant du projet seront diffusées au niveau régional et national au moyen de divers outils – supports imprimés et électroniques, réunions d'information et expositions –, à l'intention des responsables politiques et autres représentants de l'État, de la communauté scientifique, des ONG et des paysans. Les intermédiaires du FIDA à Dushanbe participent à tous les groupes de coordination des donateurs, en particulier le Conseil des donateurs pour le développement et l'équipe de pays des Nations Unies. Ce dispositif a pour but de faciliter la coordination, le travail en réseau et le partage des connaissances tirées du projet entre tous les praticiens du développement présents dans le pays.

Innovations en matière de développement

27. L'un des aspects innovants du projet est qu'il s'efforce d'harmoniser les meilleures pratiques développées par deux ONG travaillant actuellement dans la région concernée, le MSDSP et CARITAS, ce qui devrait contribuer à renforcer la collaboration, l'apprentissage mutuel et le partage des connaissances au service du développement local. Le développement technologique participatif et le renforcement des liens entre la recherche et la vulgarisation au profit des paysans sont deux autres innovations propres au projet.

Approche d'élargissement

28. Le projet repose dans son principe sur une application élargie des méthodes d'intervention éprouvées que le MSDSP et CARITAS utilisent actuellement au niveau local.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet comporte trois principaux risques: i) l'hiver particulièrement froid et les pénuries d'eau que le pays a connus en 2007/2008 ont entraîné une dégradation de

la situation macroéconomique, et le bouleversement du climat à l'échelle mondiale risque de multiplier les phénomènes extrêmes de ce type. Ce problème a été pris en compte dans la composante consacrée à l'amélioration de la productivité agricole et du rendement des exploitations, qui met l'accent sur l'agriculture de conservation, la conservation de l'eau et les variétés résistant à la sécheresse; ii) l'ANGGC et les instituts techniques du Tadjikistan ne connaissent pas très bien les méthodes de travail du FIDA qui reposent essentiellement sur une conception décentralisée du développement et sur les initiatives locales. Il y aura donc un gros effort à faire, en termes d'orientation et de renforcement des capacités, pour s'assurer que ces acteurs suivent les bonnes approches. La participation du MSDSP contribuera dans une large mesure à atténuer ce risque; et iii) la faiblesse du système national de recherche agricole, sur le plan institutionnel, pose un problème pour les activités participatives de développement et de diffusion des techniques. Le rôle de facilitateur technique dévolu à la FAO, qui sera ainsi chargée de mettre en place des moyens d'action et de piloter le processus durant les premières phases du projet, devrait permettre de surmonter cette difficulté.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, ce qui signifie qu'il a peu de chance d'avoir des effets négatifs sur l'environnement.

K. Durabilité

31. La stratégie de sortie du projet repose sur la viabilité des organisations villageoises. À cet égard, l'approche retenue consistera, comme le font actuellement le MSDSP et CARITAS, à encourager la formation, au niveau du district, d'associations regroupant les organisations villageoises et les groupes d'intérêt commun. Ces associations, actuellement connues sous le nom d'"unions sociales pour le développement des organisations villageoises", auront vocation à se transformer en associations de producteurs et à prendre la relève du facilitateur social du projet.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de don entre la République du Tadjikistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le don proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Les garanties importantes incluses dans l'accord de don négocié seront distribuées lors de la session.
33. La République du Tadjikistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le don proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Tadjikistan un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à sept millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (7 900 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de don négocié

(Négociations conclues le 30 octobre 2008)

Parité hommes-femmes

1. Le Gouvernement de la République du Tadjikistan (le Gouvernement) s'assure de l'intégration de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités du projet, tout au long de la période d'exécution. Il veille à ce que: i) le projet encourage les femmes à devenir des agents du changement dans le cadre du développement économique et social à l'échelle locale; ii) la priorité soit accordée aux femmes dans le domaine de la formation; iii) le projet encourage les femmes à occuper des rôles de premier plan et à participer à la prise de décision au sein tant de la famille que de la communauté; et iv) les postes de personnel du projet soient en priorité accordés aux femmes qualifiées.

Intérêts des peuples autochtones

2. Le Gouvernement s'assure que les intérêts des peuples autochtones sont dûment pris en compte dans l'exécution du projet et, à cette fin, il veille à ce que:
 - a) le projet soit mené selon les dispositions pertinentes de la législation nationale applicable aux peuples autochtones;
 - b) les peuples autochtones soient correctement et équitablement représentés dans toutes les instances locales de planification des activités du projet;
 - c) les droits des peuples autochtones soient dûment respectés;
 - d) les peuples autochtones participent à la concertation sur les politiques et à la gouvernance locale;
 - e) les dispositions des déclarations, des traités et/ou conventions ratifiés par le bénéficiaire à leur sujet soient respectées;
 - f) le projet n'empiète pas sur les territoires traditionnels utilisés ou occupés par des communautés autochtones.

Suivi

3. L'Agence nationale pour la gestion des terres, la géodésie et la cartographie (l'agent principal du projet) suit le projet et, en collaboration avec les partenaires techniques et d'une manière satisfaisante pour le FIDA, produit des données et des informations sur les activités et résultats du projet. L'agent principal du projet procède également au suivi des résultats et de l'impact afin de recueillir des informations sur l'impact du projet, y compris par des enquêtes rapides sur la nutrition et sur les actifs réalisées suivant les méthodes habituelles du FIDA.

Mesures de lutte phytosanitaire

4. Le Gouvernement se conforme au Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides et s'assure qu'aucun des pesticides fournis dans le cadre du projet ne figure parmi ceux classés comme "extrêmement dangereux" "très dangereux" par l'Organisation mondiale de la santé.

Préservation des ressources

5. Le Gouvernement prend toutes les mesures raisonnables pour assurer le respect des dispositions légales en vigueur concernant la protection de l'eau, des forêts et des ressources de la faune sauvage dans la zone du projet. Il prend toutes les mesures nécessaires afin de garantir la durabilité du projet sans porter préjudice à l'environnement, tout en favorisant la participation locale durant l'exécution du projet, facteur essentiel pour la protection de l'environnement.

Réalisation et maintien des activités

6. Le Gouvernement veille à ce que des ressources humaines et financières adéquates soient fournies à l'appui de la réalisation et du maintien des investissements financés par le projet ainsi que des dépenses récurrentes afférentes aux opérations, tant pendant qu'après la période d'exécution du projet, au moins pour toute la durée de vie utile de ces investissements.

Assurance

7. Le Gouvernement assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident conformément aux pratiques habituelles en vigueur dans la fonction publique nationale. Il assure tous les véhicules et équipements utilisés dans le cadre du projet, pour des risques et des montants conformes aux bonnes pratiques commerciales. Le Gouvernement peut, dans les deux cas, financer ces primes d'assurance au moyen des ressources provenant du don.

Autorisations

8. Le Gouvernement accorde à toutes les parties au projet les délégations de pouvoir ou autres autorisations qui peuvent être nécessaires en vertu de ses procédures nationales pour exécuter le projet conformément au présent accord.

Coordination

9. Le Gouvernement prend des dispositions efficaces pour assurer la coordination avec les autres organisations internationales intervenant dans la zone du projet afin de veiller à ce que: i) des mesures uniformes soient adoptées pour le même secteur ou la même activité, par exemple pour ce qui est des méthodes de vulgarisation et des avantages incitatifs offerts au personnel; ii) les activités du projet financées par différents donateurs dans la même région ou le même district soient soigneusement échelonnées afin d'éviter de grever les ressources humaines et financières disponibles; iii) pendant toute la durée d'exécution du projet, la politique de planification et de financement décentralisés du développement ne fasse l'objet d'aucun changement susceptible d'avoir un effet préjudiciable important sur l'exécution du projet; iv) le financement du projet soit assuré par tous les financeurs conformément au plan de financement convenu; et v) les enseignements tirés des évaluations de l'impact sur les bénéficiaires soient dûment pris en considération lors de l'élaboration des politiques futures aux niveaux provincial et national.

Utilisation des véhicules et autres équipements du projet

10. L'agent principal du projet s'assure que:
- a) les types de véhicules et autres équipements achetés dans le cadre du projet correspondent aux besoins de celui-ci; et
 - b) tous les véhicules et autres équipements transférés au projet ou achetés dans le cadre de ce dernier sont exclusivement utilisés pour son exécution.

Fraude et corruption

11. Le Gouvernement porte dans les plus brefs délais à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'exécution du projet, dont il a connaissance ou qui lui a été signalée.

12. Suspension

- a) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt si l'un quelconque des faits énoncés dans les Conditions générales se produit ou si:
 - i) le directeur du projet a été relevé de ses fonctions sans l'accord préalable du FIDA;
 - ii) le FIDA, après consultation avec le Gouvernement, considère que les avantages matériels du projet ne bénéficient pas suffisamment au

- groupe cible ou qu'ils échoient à des personnes étrangères à ce groupe, au détriment de ses membres;
- iii) le manuel d'exécution du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans le consentement préalable du FIDA, et ce dernier considère que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou toute autre modification a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le projet;
 - iv) le Gouvernement n'a pas respecté l'une quelconque des clauses énoncées dans l'accord de don et le FIDA a établi que cette défaillance a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le projet;
 - v) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de manœuvres frauduleuses en relation avec le projet ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a pris aucune action appropriée en temps utile pour y remédier à la satisfaction du FIDA;
 - vi) les marchés n'ont pas été ou ne sont pas passés conformément aux dispositions de l'accord de don.
- b) Sans préjudice de ce qui précède, le FIDA suspend, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de don si le rapport d'audit prévu aux termes de l'accord de don n'est pas finalisé de manière satisfaisante dans les douze (12) mois à compter de la date de présentation des rapports financiers.

Conditions préalables aux retraits

13. Il n'est procédé à aucun retrait du compte de don avant que i) le compte bancaire affecté au don et le compte d'exploitation du projet n'aient été dûment ouverts; ii) l'agent principal du projet n'ait adopté le manuel d'exécution du projet selon les dispositions prévues par l'accord de don.

Conditions préalables aux décaissements

14. Il n'est procédé à aucun décaissement au profit de l'Académie nationale des sciences avant que le FIDA n'ait soumis l'agent principal du projet à un examen au cours de la première année du projet et que toute recommandation découlant dudit examen n'ait reçu la suite qui convient; il n'est procédé à aucun décaissement au titre de la formation des membres de l'agent principal du projet avant que le FIDA et la Banque mondiale n'aient mené à bien des consultations sur la manière d'harmoniser le projet considéré avec le projet relatif au système d'enregistrement des titres fonciers et de cadastre pour une agriculture durable.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

15. Conformément aux Conditions générales, l'accord de don entre en vigueur sous réserve que les conditions préalables suivantes aient été remplies:
- a) le Gouvernement a nommé un directeur du projet dont la candidature n'avait fait l'objet d'aucune objection de la part du FIDA;
 - b) l'accord de don a été dûment signé, et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisés et ratifiés par toutes les instances administratives et Gouvernementales compétentes;
 - c) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la justice du Gouvernement ou par toute autre autorité juridique agréée par le FIDA, au sujet des questions indiquées dans l'accord de prêt, cet avis étant acceptable, tant en la forme que sur le fond, par le FIDA.

Key reference documents

Country reference documents

Government of Tajikistan's 2007-2009 strategy for rural poverty reduction (PRSP)

Government Public Investment Programme 2007-2009

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files 2008

Regional Opportunities and Strategy Paper for Central Asia 2005

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Logical framework

	Hierarchy of objectives	Indicator	Target	Means of verification	Critical assumptions	
	Overall Goal: Reduction in poverty for 18,750 households	Nb of hh's with improved household assets index (RIMS level 3 - survey)	10,000 hhs	RIMS surveys (baseline, MT, PC)	Overall political and economic situation remains stable.	
		% of hhs with under 5's with reduced child nutrition status (RIMS level 3 survey)	50% of hh's sampled show an improvement	RIMS surveys (baseline, MT, PC)	Food prices remain affordable for those who are food deficit	
		Nb of hhs with improved food security	18,750 hhs	RIMS surveys (baseline, MT, PC)		
PURPOSE	Project Purpose: Small farm profitability increased across the project area (including household plots)	Nb of farm hhs reporting an increase in income from farm production, by gender and sector	15,000 hhs	Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC)	Stability of prices in agricultural commodities	
		Average reported increase in annual income from farm production	10-30%	Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC)		
OUTCOMES	Component 1 - Institutional support: Enhanced capacity (by community-based, jamoat, district-level and central-level institutions) to develop the natural resource base in a participatory manner and to implement the land reform process	Percentage of hhs in project area participating in natural resource base development activities (planning and implementation)	70%	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually	Willingness of community members to participate in NRM activities, Village Organizations, Common Interest Groups etc.	
		Nb of Village Organizations and Common Interest Groups (CIGs) functioning effectively three years after their establishment	220-250 VOs and 660-750 CIGs	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually		
		Nb of hhs receiving improved extension services by Govt and NARS on a regular basis	15,000	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually	Technical institutes have little experience of participatory approaches.	
		Percentage increase in the number of persons holding individual land certificates	20% to 30%	SALMGC reports and records at central and district levels		
	Component 2 - Agricultural productivity and profitability: Improved access by farmers and livestock owners to improved agricultural and livestock technologies and inputs, and to the required productive infrastructure	Nb of farm hhs reporting an increase in crop, livestock or horticulture production, by gender and sector	15,000	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually	Climate conditions do not jeopardize the possibility for increased crop and livestock productivity	
		Average increase in agricultural productivity, by year and main commodities	10-30%	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually	Local and regional markets for crop and livestock products can absorb incremental production	
		% of trained persons adopting the new technologies or production practices promoted, by gender and sector	60%	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually		
		Nb of farm hhs benefiting from new productive infrastructure, by gender and sector	18,750	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually		
		Likelihood of sustainability of the community infrastructure (functionality after 3 years)	100%	- Outcome/Impact surveys (baseline, MT, PC) - Participatory Monitoring and Evaluation annually		
	Component 3 - Project Management: The project is managed for development effectiveness and efficiency	Average PSR scores on "Quality of Project Management"; "Quality of financial management" and "Quality of M&E"	"5" to "6"	IFAD PSRs		
		PSC and DDC functioning properly		Project monitoring records and annual progress reports	Continued Government commitment and support to the project	
		PCU and DPOs functioning at central and district level		Project monitoring records and annual progress reports	Key implementing agencies are committed to bottom up planning	
	OUTPUTS	Outputs		Target	Means of verification	Critical assumptions
Component 1: Capacity of community-based institutions to develop their resource base enhanced		Nb of Village Organizations formed and strengthened	220 to 250	Project records/reports	Targeted communities are responsive	
		Nb of Common Interest Groups formed and strengthened	660 to 750	Project records/reports		
National capacity to implement the land reform enhanced		Nb of men and women from project districts trained and informed in new land reform policy, process and guidelines.	20 000	Project records/reports		
		National capacity to work on local development initiatives together with the communities and to avail improved extension services to farmers and livestock owners	Nb of persons from Jamoat, District and Central level trained in land mgt (76), livestock (30), agronomy (30).	186	Project records/reports	
			Nb of persons from national agricultural research system trained - livestock (25), crops (25).	50	Project records/reports	
Nb of men and women from project districts trained in participatory community driven development.		150	Project records/reports			
Component 2: Enhanced access by poor farmers to improved crop and livestock technologies		Nb of persons provided with 1-3 day training in agricultural technology (of whom 50% women)	24 000	Project records/reports	Farmers willing to attend training; relevance of technical messages being provided by the project	
		Nb of farmers given TOT in livestock and crop development (of whom at least 50% women).	675	Project records/reports		
		Nb of farmers trained in livestock development (of whom at least 50% women)	10 150	Project records/reports		
		Nb of farmers trained in crop development (of whom at least 50% women)	5 625	Project records/reports		
		Nb of men and women undertaking exchange visits.	575	Project records/reports		
		Nb of farmers participating in field days for livestock production techniques, and crop production techniques respectively (of whom at least 50% women).	3,375 livestock; 3,375 crop	Project records/reports		
		Nb of demonstration plots demonstrating new technologies.	245	Project records/reports		
Nb of new technologies demonstrated and nb of new technologies developed through Participatory Technology Development Approach.		5-10 developed; 10 demonstrated	Project records/reports			
Enhanced access by poor farmers to basic productive infrastructure		Nb of project proposals prepared for improved crop and livestock production, processing and marketing, funded by the CDF, and implemented by communities.	400 to 500	Project records/reports	VO/CIG members can agree on priorities and willing to contribute community share	
		Nb of productive physical infrastructure proposals funded by the CDF and implemented by communities.	220 to 250	Project records/reports		
Component 3: Project Management Structure established and functioning properly	Number of staff hired; Number of equipment purchased; Offices established		Project records/reports	Government and line agencies committed to the project		
	% of AWP&B, Progress Reports, thematic studies, impact surveys, financial reports prepared on time and with the required quality	100%	Project records/reports			
	Satisfactory financial management	Unqualified audit reports, minor issues in management letters from auditor	audit reports and management letters from the auditor			

